

Récépissé de DT Récépissé de DICT

Au titre du chapitre IV du titre V du livre V (partie réglementaire) du Code de l'environnement
et de la section 12 du chapitre IV du titre III du livre V de la 4^{ème} partie (partie réglementaire) du Code du travail

(Annexe 2 de l'arrêté du 15 février 2012 modifié - NOR : DEVP1116359A)

Destinataire

Récépissé de DT
Récépissé de DICT
Récépissé de DT/DICT
conjointe

Dénomination :

Complément / Service :

Numéro / Voie :

Lieu-dit / BP :

Code Postal / Commune :

Pays :

Coordonnées de l'exploitant

Raison sociale :

Personne à contacter :

Numéro / Voie :

Lieu-dit / BP :

Code Postal / Commune :

Tél. :

Fax :

N° consultation du téléservice :

Référence de l'exploitant :

N° d'affaire du déclarant :

Personne à contacter (déclarant) :

Date de réception de la déclaration :

Commune principale des travaux :

Adresse des travaux prévus :

Éléments généraux de réponse

Les renseignements que vous avez fournis ne nous permettent pas de vous répondre. La déclaration est à renouveler. Précisez notamment :

Les réseaux/ouvrages que nous exploitons ne sont pas concernés au regard des informations fournies. Distance > à : _____ m

Il y a au moins un réseau / ouvrage concerné de catégorie (voir liste des catégories au verso) : _____. Autres informations :

Modification ou extension de nos réseaux / ouvrages

Modification ou extension de réseau/ouvrage envisagée dans un délai inférieur à 3 mois :

Réalisation de modifications en cours sur notre réseau/ouvrage.

Veuillez contacter notre représentant :

Tél. :

NB : Si nous avons connaissance d'une modification du réseau/ouvrage dans le délai maximal de 3 mois à compter de la consultation du téléservice, nous vous en informons.

Emplacement de nos réseaux / ouvrages

Plans joints :	Références :	Echelle ⁽¹⁾ :	Date d'édition ⁽¹⁾ :	Sensible :	Prof. régl. mini ⁽¹⁾ :	Matériau réseau ⁽¹⁾ :
NB : La classe de précision A, B ou C figure dans les plans.			___ / ___ / ___		_____ cm	
			___ / ___ / ___		_____ cm	

Réunion sur chantier pour localisation du réseau/ouvrage : Date retenue d'un commun accord : ___ / ___ / ___ à ___ h ___

ou Prise de RDV à l'initiative du déclarant (date du dernier contact non conclusif : ___ / ___ / ___)

Votre projet doit tenir compte de la servitude protégeant notre ouvrage.

(cas d'un récépissé de DT) Vous devez prévoir des investigations complémentaires à notre charge (hors cas d'exemption prévus dans la réglementation) ⁽²⁾

Des branchements non cartographiés sont présents. Ils sont soit pourvus d'affleurants visibles et rattachés à un réseau principal souterrain identifié dans les plans joints, soit munis de dispositifs automatiques supprimant tout risque en cas d'endommagement ⁽²⁾

(1) : facultatif si l'information est fournie sur le plan joint (2) : pour les tronçons et branchements non cartographiés en classe A, prévoir des clauses techniques et financières particulières dans le marché

Recommandations de sécurité

Les recommandations techniques spécifiques suivantes sont à appliquer, en fonction des risques liés à l'utilisation des techniques de travaux employées :

Rubriques du guide technique relatives à des ouvrages ou travaux spécifiques :

Pour les exploitants de lignes électriques : si la distance d'approche a été précisée, la mise hors tension est : possible impossible

Mesures de sécurité à mettre en œuvre :

Dispositifs importants pour la sécurité :

Cas de dégradation d'un de nos ouvrages

En cas de dégradation d'un de nos ouvrages, contactez nos services au numéro de téléphone suivant : _____

Pour toute anomalie susceptible de mettre en cause la sécurité au cours du déroulement du chantier, prévenir le service départemental d'incendie et de secours (par défaut le 18 ou le 112) : _____

Responsable du dossier

Nom :

Désignation du service :

Tél. :

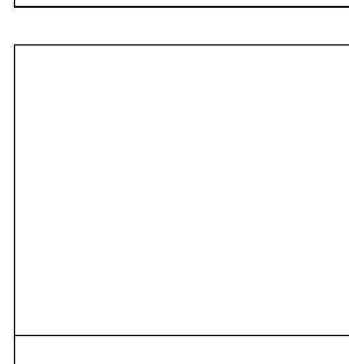
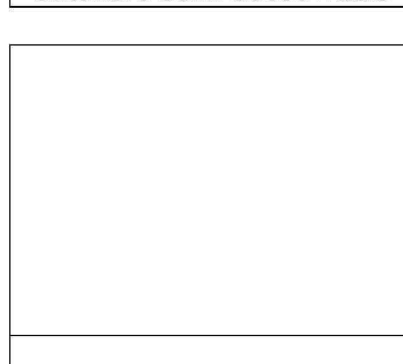
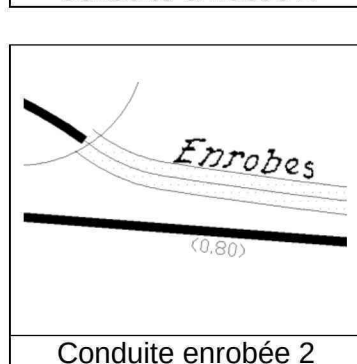
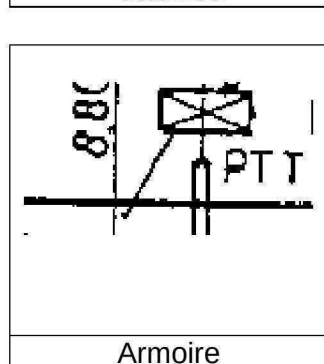
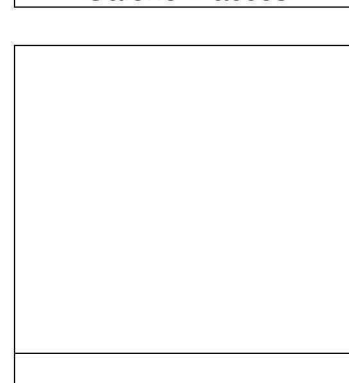
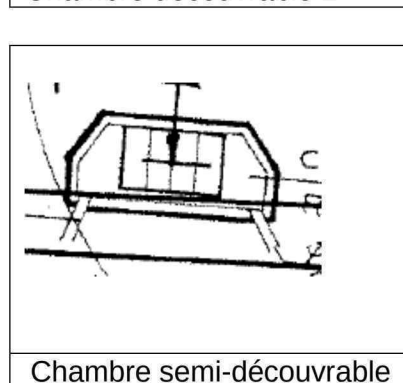
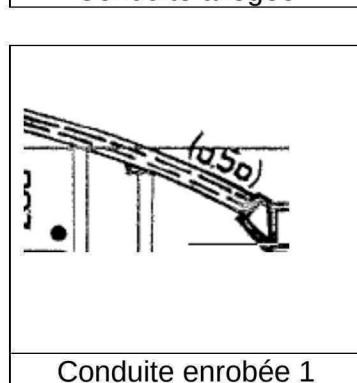
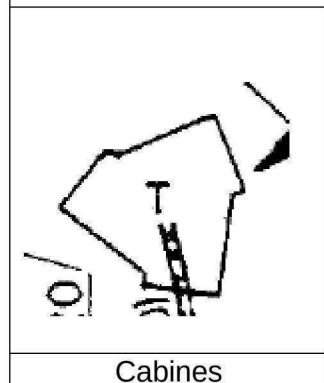
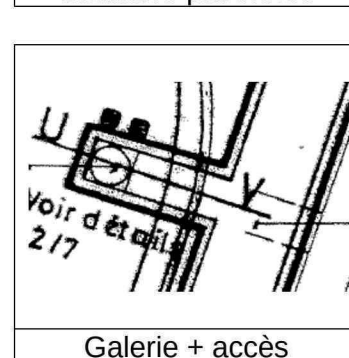
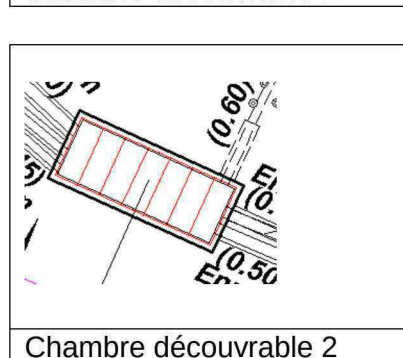
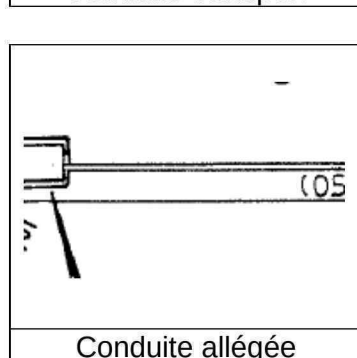
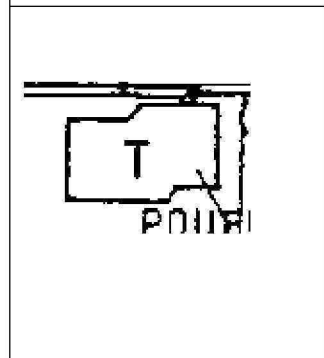
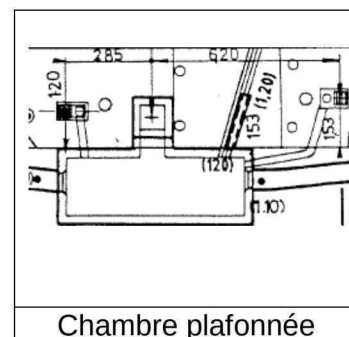
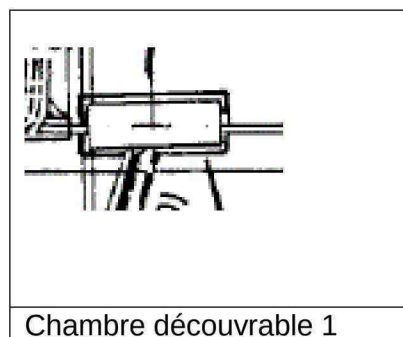
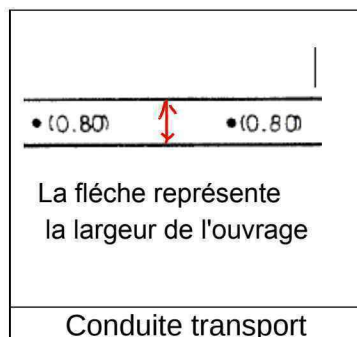
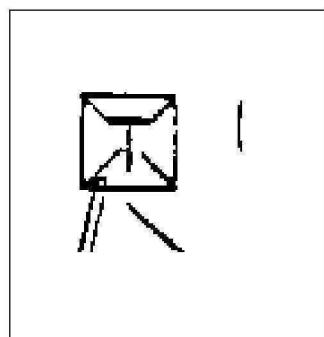
Signature de l'exploitant ou de son représentant

Nom du signataire :

Signature :

Date : ___ / ___ / ___ Nombre de pièces jointes, y compris les plans : _____

Représentation des ouvrages Orange sur plans folios au 1/200e



France Telecom – Orange
Unité d'Intervention Paris
PLP/SOVTEL - Site Voltaire
186, quai de Jemmapes
75010 PARIS
☎ : 0810300111
Sovtel.orange@orange.com

Objet : DICT –présence d'infrastructure France Télécom.

Pour assurer toutes les garanties de sécurité, le positionnement de nos ouvrages doit être réalisé avant le début des travaux par vos soins. Les ouvrages doivent être dégagés à la main avec la plus grande prudence, l'emploi d'engins au voisinage de nos ouvrages est prohibé en raison de la fragilité mécanique de nos câbles. Certains de nos anciens ouvrages ne sont pas protégés par un grillage avertisseur qui ne saurait constituer à lui seul un facteur d'alerte de proximité. Si cette signalisation existe, elle sera soigneusement remise en place. Les bornes et plaques devront rester apparentes et ne jamais être recouvertes.

Le non-respect de ces consignes engage totalement votre responsabilité en cas de dommages sur nos câbles. Je vous rappelle la réglementation en vigueur en cas de sinistre :

Article L65

- Modifié par [LOI n°2009-526 du 12 mai 2009 - art. 125](#)

Le fait de déplacer, détériorer, dégrader de quelque manière que ce soit, une installation d'un réseau ouvert au public ou de compromettre le fonctionnement d'un tel réseau est puni d'une amende de 1 500 euros.

Lorsqu'il s'agit d'une installation comportant plusieurs câbles, il est prononcé autant d'amendes que de câbles concernés.

L'infraction visée au premier alinéa n'est pas constituée si l'emplacement des installations existantes dans l'emprise des travaux n'a pas été porté à la connaissance de l'entreprise avant l'ouverture du chantier.

Article L66

- Modifié par [Loi n°2004-669 du 9 juillet 2004 - art. 20 JORF 10 juillet 2004](#)

Toute personne qui, par la rupture des fils, par la dégradation des appareils ou par tout autre moyen, cause volontairement l'interruption des communications électroniques, est punie d'un emprisonnement de deux ans et d'une amende de 3 750 euros.



Orange vous informe

Les installations de communications électroniques, non sensibles pour la sécurité des intervenants, sont des réseaux sensibles pour l'activité économique (entreprises, télétravail...).

Leur interruption peut avoir un impact sur la sécurité des personnes, les systèmes de téléassistance, les services d'urgence (pompiers, police, hôpital, ambulance...).

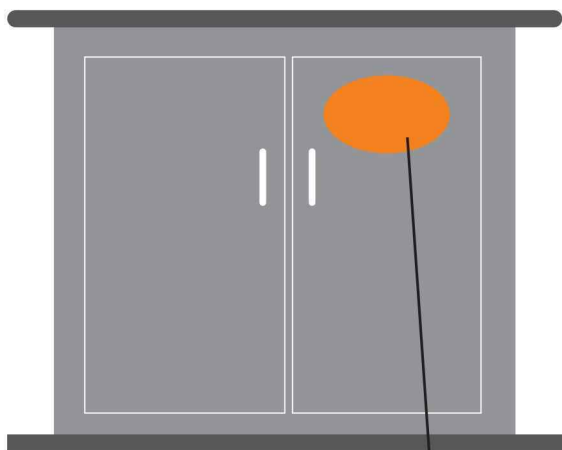
Il est donc essentiel d'observer l'environnement, vérifier les plans et alerter en cas de doute.

Avant de commencer les travaux, observez l'environnement

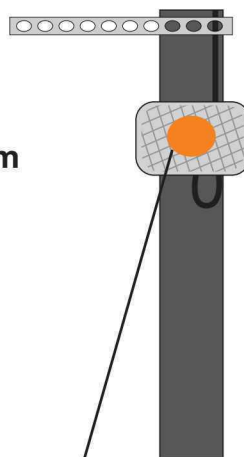
Les équipements de télécommunication prennent différentes formes : armoires de rue, plaques de chambre, bornes, poteaux... Apprenez à les repérer dans votre environnement.

Équipements aériens

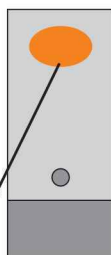
Armoire télécom



Coffret sur poteau



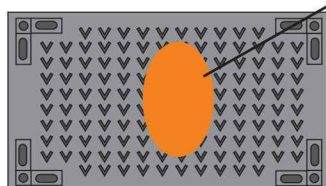
Borne télécom



Ils sont reconnaissables à leur logo France Télécom ou Orange.

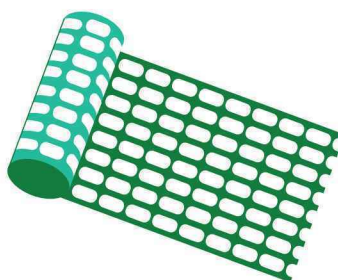


Équipements horizontaux



Trappe d'accès à une chambre télécom au sol

Équipements souterrains



Grillage avertisseur vert pour les réseaux de télécommunication

Vérifiez et alertez à tout moment

Soyez vigilant vis à vis des réseaux télécom

Le nombre de clients desservis n'est plus proportionnel à la taille d'un câble de télécommunication.



Le réseau cuivre :

Composé de plusieurs centaines de fils de cuivre gainés, un câble télécom a un diamètre d'une dizaine de centimètres.

Un câble cuivre peut desservir jusqu'à

1 800 clients



La fibre optique :

Le câble de fibre est souple et peut facilement être conduit dans une gaine. Son diamètre moyen est de 6 mm.

Une fibre peut desservir jusqu'à

40 000 clients

Avant le commencement des travaux

En cas de doute sur un plan ou besoin de précision, contactez par mail :

pdcs.alo@orange.com

Sur le lieu du chantier

Une vérification visuelle de l'environnement et de son adéquation avec le plan est nécessaire. La réglementation impose un repérage par marquage/piquetage, ainsi que d'avoir les récépissés DT/DICT (plans).

En cas de dommage

Si des dommages au réseau liés aux travaux ont été constatés, contactez de toute urgence le numéro unique :

0 810 300 111

Service 0,06 € / min
+ prix appel

disponible du lundi au vendredi de 8h à 18h en France métropolitaine

Ce numéro doit être composé le plus rapidement possible par l'auteur du dommage (1h de délai maximum), y compris si le dommage paraît superficiel. Prévoir de fournir les informations telles que la localisation précise, le type de dommage, les éléments visuels touchés.



Orange SA
Société anonyme de droit français au capital de 10 640 226 396 euros
RCS Paris 380 129 866

orange

POLE RDT/RDICT

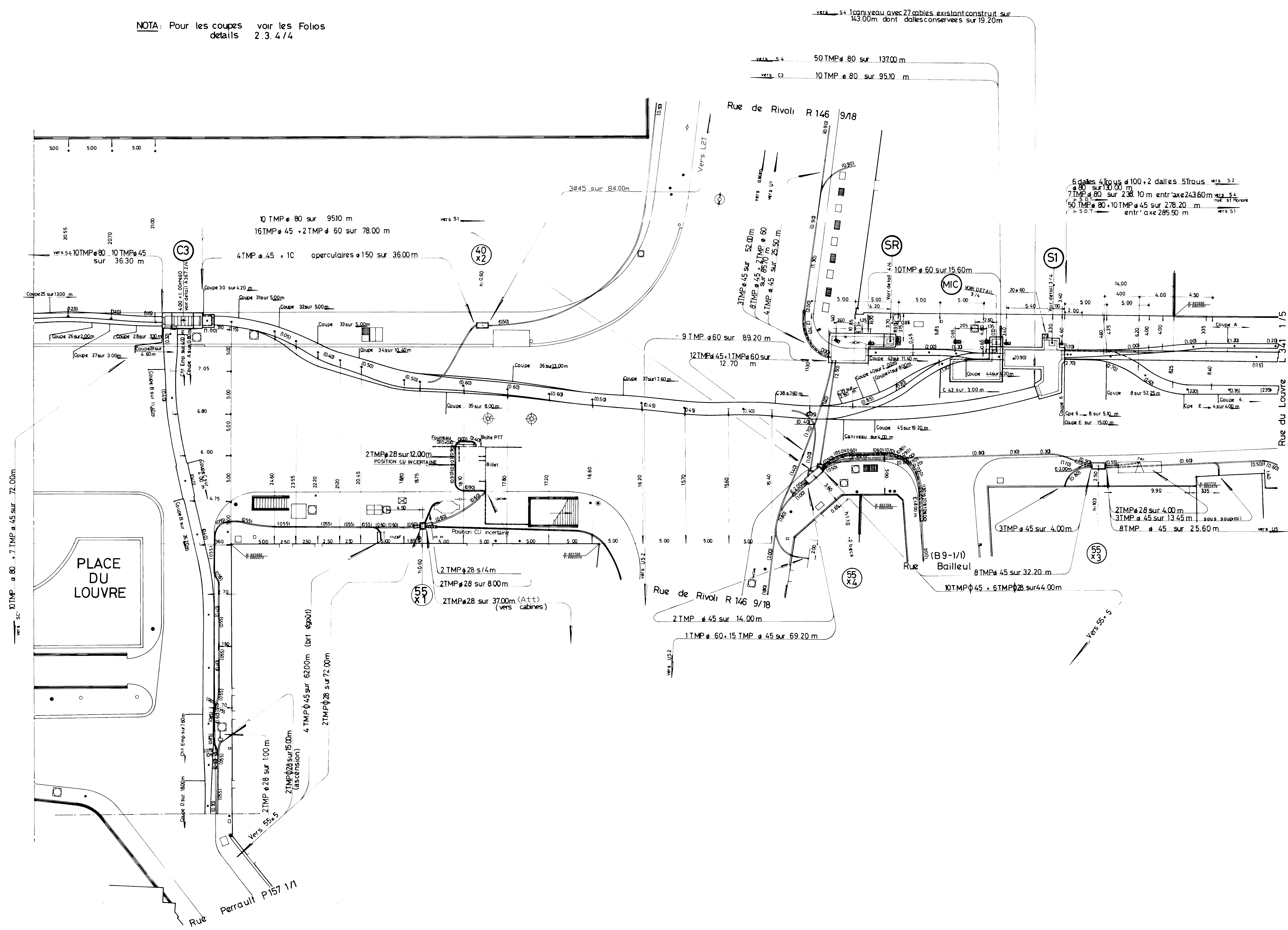
Pour signaler un dommage aux réseaux:
https://dommages-reseaux.orange.fr/ ou

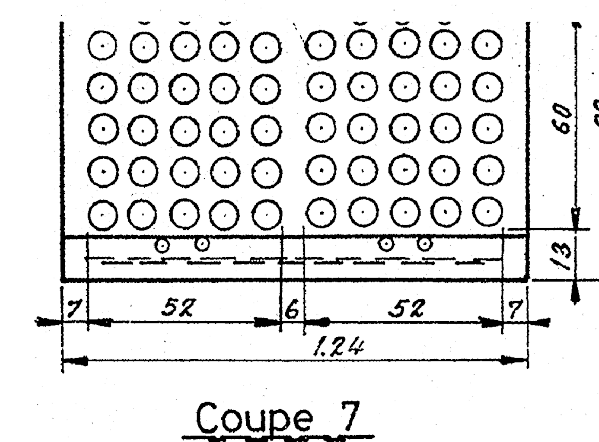
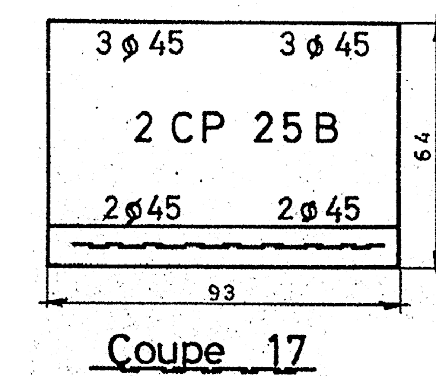
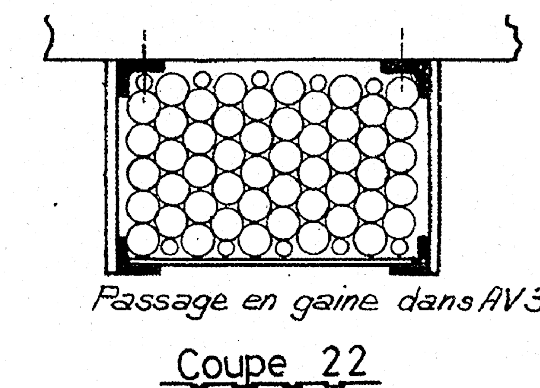
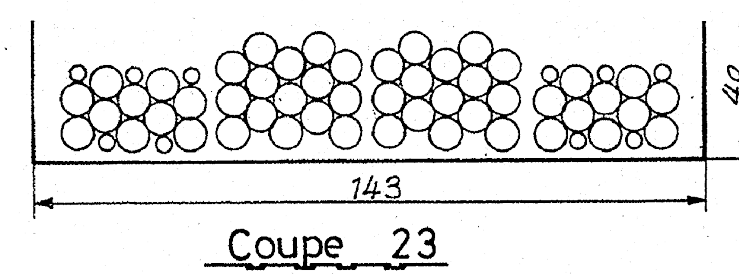
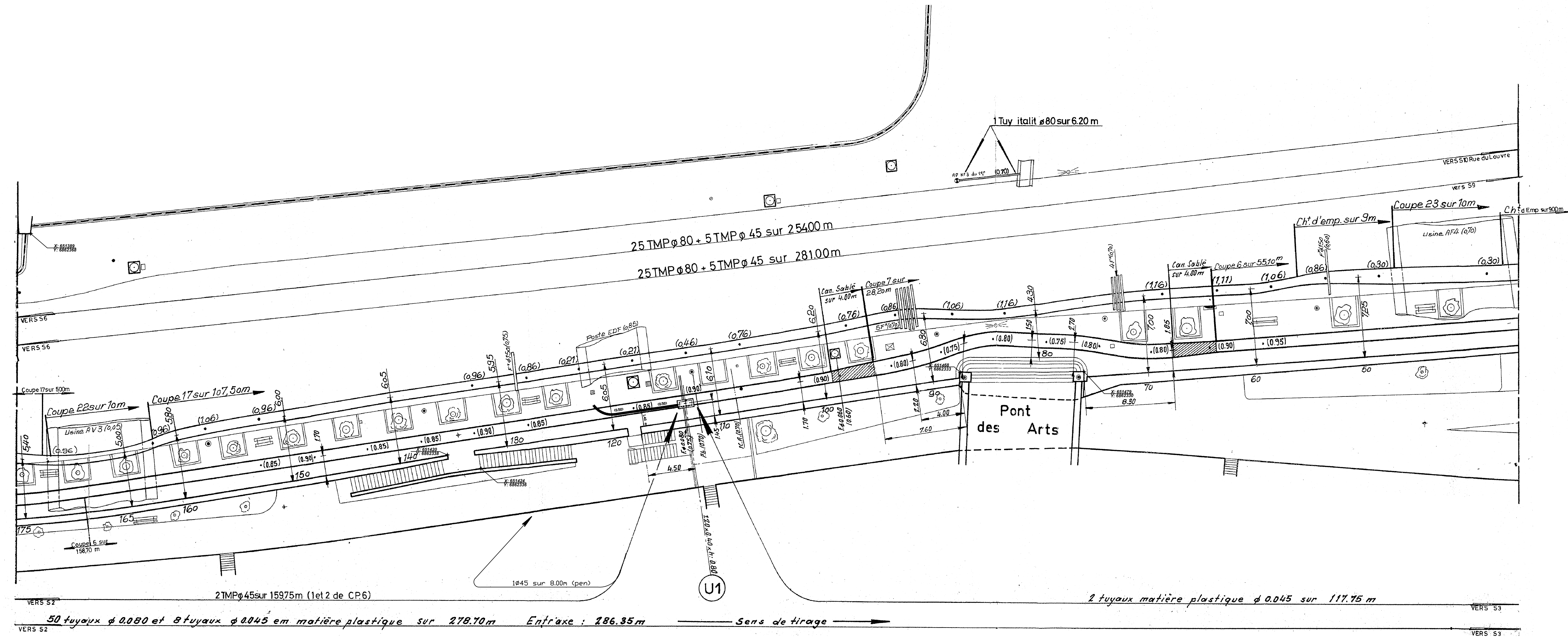
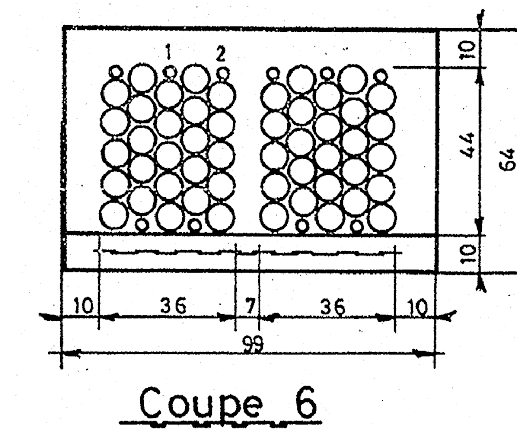
Système de coordonnées : WGS 84 / Pseudo-Mercator (EPSG : 3857)

Les points topographiques sont indiqués dans le système de référence prescrit par l'arrêté 1-A du décret n° 2006-272 du 3 mars 2006

Echelle : 1/1000









NOTA: voir folio coupes L340 1/1
pour les coupes manquantes

